

Les quelque 5,600 hommes d'affaires et fabricants qui ont pris part aux diverses conférences sur le commerce que le ministre a tenues un peu partout dans le pays peuvent en témoigner.

Voici que le ministère se propose d'amener des acheteurs étrangers voir ce que le Canada peut offrir. Des éditoriaux ont paru à ce sujet et il y a eu quelques critiques. Certes, cette décision peut sembler peu conforme à la ligne de conduite suivie par le ministère par le passé mais, à mon avis, ce n'est pas plus du socialisme ou de l'ingérence indue de la part de l'État dans les affaires de l'industrie que ne l'est l'établissement de foires commerciales. De fait, j'estime qu'il est très avantageux de faire venir des acheteurs possibles au Canada pour qu'ils puissent se rendre compte de nos moyens de fabrication. Le ministère du Commerce n'a nullement l'intention d'acaparier le commerce d'exploitation au détriment des hommes d'affaires canadiens. Il est bien clair que les fabricants devront, comme par le passé, déployer des efforts pour vendre leurs produits. A mon avis, le nouveau régime est un exemple de collaboration intelligente entre le ministère et les fabricants pour essayer de renforcer et de maintenir notre position sur les marchés mondiaux qui est, de nos jours, prise d'assaut par tous les pays dynamiques du monde.

En général, les fabricants canadiens sont très satisfaits de l'orientation donnée par le ministre. Soit dit en passant, j'en ai parfois marre de voir certains journalistes pontifier et répéter sans cesse dans leurs éditoriaux que les fabricants canadiens sont paresseux et incompetents, qu'ils manquent d'imagination et qu'ils ne savent pas comment s'y prendre pour vendre leurs produits. D'après mon expérience, il n'en est pas ainsi. Il se peut, évidemment, que certains commerces manquent de compétence. Je le présume. Mais en général, l'industrie canadienne a dû faire preuve de compétence pour pouvoir se maintenir. A notre usine nous avons reçu la visite des chefs de vastes entreprises américaines de fabrication. Ils se sont montrés étonnés de la souplesse et de l'ingéniosité que nous avons dû déployer au Canada pour faire face à la concurrence.

Le ministère présente plusieurs autres aspects dont je n'ai pas le temps de traiter aujourd'hui, mais je tiens à en mentionner un sur le plan national. C'est ce ministère et celui du Travail qui ont amené l'institution du Conseil de la productivité. C'est là, à mon sens, une des initiatives les plus importantes que nous ayons tentées dans notre pays. J'ai éprouvé beaucoup de peine à la nouvelle qu'un de nos principaux chefs ouvriers actuels

avait jugé à propos de démissionner. Une des caractéristiques importantes qui s'est manifestées dans le relèvement économique des pays d'Europe après la guerre a été la détermination qu'avaient toutes les classes de la société de se remettre sur pied. Ce fut la détermination du gouvernement, de la main-d'œuvre et de l'industrie de collaborer ensemble qui a surtout aidé à la réhabilitation spectaculaire de ces pays, même avant la mise en œuvre du Marché commun. Nous devons tirer une grande leçon de ce fait, car ce sont à ces pays qu'il nous faudra faire concurrence.

Nous, Canadiens, devons accroître notre productivité et abaisser nos prix de revient. Tout en craignant d'offrir un raisonnement trop simpliste, je dirai, monsieur l'Orateur, que les frais que doit acquitter le fabricant se composent en grande partie du prix des matières premières qu'il achète, des frais de main-d'œuvre afin de transformer ces matières brutes pour en faire le produit fini, quel qu'il soit, et, de nos jours, le coût comprend également l'énorme fardeau d'imposition dont tous les échelons de gouvernement frappent l'industrie. A mon avis, il faut que nous accroissions notre productivité, mais si les fruits de cette productivité accrue ne vont alimenter qu'une seule source, s'ils ne vont qu'à la main-d'œuvre, alors notre position vis-à-vis de la concurrence ne s'en trouvera nullement améliorée; s'ils ne vont qu'au patronat, ou bien si les gouvernements accroissent les frais d'imposition qui frappent l'industrie, notre position sera alors inchangée ou même pire qu'auparavant. Nous profiterions tous d'un accroissement de productivité mais on parle rarement de celui qui devrait en profiter le plus. Je veux parler du consommateur. Un des principaux objectifs d'une productivité accrue devrait être non seulement d'abaisser le prix de revient, mais d'abaisser le prix de vente de nos produits. Si nous réussissons au pays et à l'étranger, nous nous libérerons en même temps de cette mauvaise crainte persistente de la concurrence étrangère. Toutefois, on ne saurait y parvenir à moins de s'en faire un objectif national.

Pour terminer, monsieur l'Orateur, je dirais que bien des gens nous donnent l'impression de croire que les résultats des dernières élections sont désastreux puisque aucun parti ne s'est assuré la majorité. A mon avis, il n'en va pas nécessairement ainsi. Toutefois, la situation actuelle est un défi pour chacun des députés. J'estime qu'ainsi les députés seront plus portés à penser froidement à l'intérêt national, aux intérêts du Canada. Les Canadiens attendront de leurs représentants au Parlement le même esprit de discipline, le même esprit de collaboration qu'on exigera de la population dans les années à